

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

D 1292 HONDURAS: LES JÉSUITES DANS LE COLLIMATEUR

Ce n'est pas la première fois que les jésuites sont accusés par les militaires d'être des agents de la subversion (cf. DIAL D 1056). Ce qui est nouveau, c'est la réplique des autorités religieuses qui menacent des tribunaux le général Regalado, chef d'état-major des armées.

Note DIAL

COMMUNIQUÉ DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS

Le 5 février dernier, le général Humberto Regalado Hernández, chef des forces armées, dans une interview diffusée au plan national par H.R.N., a dénoncé l'existence d'un plan de subversion dans lequel était impliqué un certain José Maria Ferrero présenté comme l'un des organisateurs.

Le lendemain, les médias identifiaient cette personne comme étant le prêtre catholique José Maria Ferrero, membre de la Compagnie de Jésus et travaillant depuis plusieurs années au Centre universitaire du Nord.

Devant ce fait qui semble bien destiné à semer délibérément la confusion dans l'opinion publique et porter atteinte à l'Eglise catholique, la Compagnie de Jésus déclare ce qui suit.

1. Il est demandé au chef des forces armées de déclarer clairement et publiquement l'identité précise de la personne mentionnée dans son rapport, en confirmant ou en démentant qu'il s'agit du P. José Maria Ferrero Muñoz.

2. En cas de non éclaircissement, nous en concluons à la calomnie très grave non seulement envers la personne du prêtre en question, mais aussi envers la Compagnie de Jésus et l'ensemble de l'Eglise catholique du Honduras.

3. En conséquence nous nous verrions dans l'obligation d'en appeler judiciairement aux tribunaux ecclésiastique, civil et militaire contre les auteurs de cette diffamation afin d'obtenir réparation des graves dommages subis tant par le P. Ferrero que par la Compagnie de Jésus et l'Eglise catholique.

4. Nous rendons le chef des forces armées responsable d'un éventuel attentat contre la personne du P. José Maria Ferrero, sous couvert de la violence incontrôlée régnant en ces heures de trouble social et politique (1), et au motif de cette information équivoque.

5. Nous prions Dieu que les autorités civiles et militaires restaurent le climat de légitimité et l'ordre légal nécessaires au retour de la paix, ainsi que s'y est engagé le gouvernement par les accords d'Esquipulas, une paix dans la justice et le respect total des droits de l'homme.

El Progreso, Yoro, le 6 février 1988

[1] Marquéés par l'assassinat, le 14 janvier 1988, de Miguel Pavón, président régional du Comité de défense des droits de l'homme, et de Moisés Landaverde, professeur (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F
Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441